

Actes

Vendredi 3 septembre 2021



Forum de
Giverny



« Finalement, mes yeux se sont ouverts et j'ai vraiment compris la nature. J'ai appris à aimer en même temps.»

_Claude Monet

Sommaire

10

La première pierre de l'édifice, ce sont les dirigeants d'entreprise
_Romain Mouton

20

« Faire entrer l'écologie dans le quotidien des Français »
_Barbara Pompili

12

« Le Forum, une source d'idées nouvelles »
_Sébastien Lecornu

22

Regards croisés
« Le climat : nouvelle pierre angulaire de l'économie ? »

28

Regards croisés
« Les investisseurs au service de la transition écologique ? »

14

« Le temps n'est plus aux déclarations »
_Sarah El Hairy

24

Table ronde
« Comment accélérer le financement de la transition écologique et sociale dans les territoires ? »

30

Table ronde
« Comment la comptabilité des entreprises peut-elle améliorer leur performance extra-financière ? »

16

Table ronde
« Quels leviers mobiliser afin d'agir au plus vite pour la préservation de la biodiversité ? »

34

« Faites le pari de la transparence »
_Olivia Grégoire

36

« Les Français de plus en plus sensibles au développement durable et à la RSE »
_Frédéric Dabi

38

« Il faut donner leur vrai prix aux externalités négatives liées à l'émission de dioxyde de carbone »
_Agnès Pannier-Runacher

40

Table ronde
« Comment anticiper les métiers d'avenir pour concilier quête de sens et compétitivité des entreprises ? »

44

Regards croisés
« Comment décarboner au plus vite les actifs financiers ? »

46

Table ronde
« Comment mobiliser secteurs logistique et alimentaire au service d'une alimentation plus durable ? »

50

Grand témoin
Boris Cyrulnik : « Je ne suis pas inquiet, car je suis sûr que nous courons à la catastrophe »

52

Table ronde
« Comment faire des jeunes la priorité post-Covid ? »

56

« Les propositions que vous avez formulées m'ont toutes intéressées »
_Jean-Michel Blanquer

57

« Le Forum de Giverny est devenu le rendez-vous de référence de la responsabilité sociale des entreprises »
_Bruno Le Maire



Forum de Giverny



— Musée des impressionnismes Giverny



— Voir la vidéo du Forum de Giverny



Intervention

« La première pierre de l'édifice, ce sont les dirigeants d'entreprise »

Romain Mouton, président du Cercle de Giverny, a mis l'accent sur le rôle d'entraînement que doivent jouer les chefs d'entreprise, en ouverture de la 3^{ème} édition du Forum de Giverny, organisé par RM conseil le 3 septembre dernier, au musée des impressionnistes.



— **Romain Mouton**
Président du Cercle de Giverny



— Voir la vidéo de l'intervention

« C'est une grande joie de vous retrouver pour cette 3^{ème} édition qui chaque année gagne en envergure. Ce forum a lieu dans un cadre exceptionnel, Giverny, avec son musée des impressionnistes. La RSE est prête à entrer dans une période cruciale de déploiement et d'essor à l'image de celle qu'a pu connaître le mouvement impressionniste à la fin du 19^{ème} siècle. Pourtant, la RSE a longtemps été reléguée au salon des refusés, comme l'ont été en leur temps les tableaux de Claude Monnet. Cette année encore, cet événement unique est l'occasion de réunir, vous, les pionniers du changement et de dévoiler 30 propositions destinées à accélérer la transformation écologique et sociale en France. Le Cercle de Giverny s'est donné la mission de déployer la RSE systémique en faisant dialoguer les associations, les syndicats, les entreprises, mais aussi les institutions publiques.

Grâce au travail remarquable de nos experts et de nos acteurs de terrain, nous sommes fiers d'apporter notre pierre à l'édifice d'un monde plus durable, plus équitable et plus résilient. Et la première pierre de cet édifice, ce sont les dirigeants d'entreprise, qui sont nombreux parmi nous aujourd'hui. La force de vos convictions et de vos engagements est capitale, c'est elle qui engage durablement les

entreprises à prendre le tournant de la transformation écologique et sociale. Si la gouvernance de l'organisation est impliquée, alors elle irriguera toutes ses parties prenantes. C'est pourquoi il est crucial de former et de sensibiliser les donneurs d'ordre, vous qui êtes les premiers maîtres d'œuvre de la relance vertueuse. La deuxième pierre incontournable, c'est bien évidemment la jeunesse. Nous aussi au Cercle de Giverny, nous sommes engagés pour la jeunesse. Nous proposons des solutions concrètes pour la jeunesse qui est une source de durabilité et de croissance vertueuse.

Depuis le mois d'avril, une centaine d'experts, dirigeants et acteurs de la transition mettent en commun leur savoir et leur expérience pour dresser des mesures fortes, concrètes et utiles. Chacun des groupes de travail a été mené par une coprésidence complémentaire : un dirigeant d'entreprise et un expert de la société civile. Ensemble ils ont pensé les problématiques de biodiversité, de financement, de comptabilité, de jeunesse, d'alimentation et d'anticipation des métiers d'avenir. Nous sommes heureux de vous développer ces 30 propositions sous forme d'actions concrètes et mesurables.

Nous appelons notamment à placer la biodiversité au cœur des activités de l'entreprise, à ce

que les fonds du plan de relance soient prioritairement dirigés vers les activités à impact dans les territoires, à ce que la comptabilité des entreprises soit un outil au service d'une meilleure performance environnementale et sociale, à ce que l'enseignement pré et post-bac sensibilise et forme massivement aux métiers d'avenir, à ce que l'alliance vertueuse entre logistique et alimentation permette une transition durable, à ce que les entreprises s'engagent en toute transparence pour recréer un lien de confiance avec les jeunes et faciliter leur entrée dans l'emploi.

Si vous êtes à Giverny aujourd'hui, c'est parce que vous êtes des acteurs du changement, avez le désir de vous engager et de faire bouger les lignes.

Je forme un vœu, c'est que chacun et chacune d'entre vous, à l'issue de cette journée, devienne ambassadrice et ambassadeur, de nos propositions.»

Intervention

« Le Forum, une source d'idées nouvelles »

Pour Sébastien Lecornu, président du musée des impressionnistes et président du Département de l'Eure, ministre des Outre-Mer, le Forum de Giverny doit être tout à la fois une « boîte-à-idées » et une source de propositions prêtes à l'emploi.

Après trois années d'existence du Forum, et au vu de sa fréquentation toujours plus impressionnante, le président du Département de l'Eure -par ailleurs ministre des Outre-Mer- n'a pu que s'en réjouir : « Le Forum s'inscrit désormais dans le paysage avec beaucoup de sérieux et de solidité, c'est vrai de l'évènement, et du Cercle qui travaille tout au long de l'année ». Il a profité de son intervention pour partager deux réflexions. « Dans mes précédentes prises de parole en ouvrant ce forum j'ai souvent fait le vœu de voir le débat de doctrine avancer sur la RSE, mais aussi de voir un certain nombre de propositions plus concrètes. Or je constate que, de forum en forum, nous avons des propositions opérationnelles particulièrement concrètes, prêtes à l'emploi, dont nous pouvons nous inspirer ». (...)

« Ces propositions, j'en fais mon miel en tant que ministre des Outre-Mer. Mais il faut aussi que nous, collectivités locales, nous puissions nous en emparer. Ici (dans l'Eure), nous comptons bien reprendre quelques propositions pour en faire des projets opérationnels et français. » Et, a-t-il déclaré à l'intention de ses

collègues élus locaux : « les élections municipales sont derrière nous, les élections régionales et départementales sont derrière nous, c'est-à-dire qu'il y a une visibilité jusqu'en 2026 pour le bloc communal et jusqu'à début 2028 pour le bloc régional et départemental. Il n'y a plus d'excuse, pour la puissance publique territoriale, pour (ne pas) avancer sur ces sujets : la transition énergétique, l'eau, les transports, les déchets, beaucoup de sujets ne sont plus des compétences de l'État ». La deuxième réflexion du ministre a pris la forme d'un vœu : « l'élection présidentielle et législative est devant nous. Je pense qu'il sera bon que le Forum n'oublie pas sa vocation intellectuelle et conceptuelle sur la RSE. Il y a trois ans, les conversations étaient parfois conceptuelles au sens bon du terme, on essayait d'élaborer une doctrine sur ce que pouvait être la RSE dans un pays comme le nôtre. Je pense qu'à un moment où le débat national va laisser sa place à la transition écologique, et numérique et aussi donc sociale, le Forum peut être une boîte à idées, une source d'idées nouvelles pour nourrir le débat politique ».



— Voir la vidéo de l'intervention



— **Sébastien Lecornu**
Président du musée des impressionnistes et président du Département de l'Eure, ministre des Outre-Mer.

Intervention

« Le temps n'est plus aux déclarations »

Sarah El Haïry, secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et de l'Engagement, s'est félicitée de l'accent mis sur la jeunesse de France pour réussir la transformation écologique et sociale.

« J'ai travaillé sur les propositions qui m'ont été remises, celles du Forum, et une qualité, une particularité, en est ressortie. Ce qui diffère des propositions traditionnelles sur la jeunesse, c'est la vision absolument systémique, et absolument nécessaire pour accompagner les réponses que la jeunesse attend et celles dont elle prend en réalité le volant. Nous vivons une transition environnementale que la jeunesse appelle de ses vœux, mais où elle fait plus qu'appeler. Parce que l'alerte est là, on doit avancer plus vite et ces transitions se conjuguent. Je parle des transitions numériques, environnementales, démocratiques. Et toutes ces aspirations, les jeunes de France ont cette capacité de les multiplier et créer l'énergie pour les transformer. Je vois dans ces propositions un certain nombre dont je suis heureuse de dire : oui, on les prend, on est heureux de les prendre et les mettre en œuvre parce que le temps n'est plus aux mots, mais à l'action. Le temps n'est plus aux déclarations, mais à l'évaluation, à la mise en œuvre, à l'action. Mais elle ne pourra pas avoir lieu si vous n'êtes pas les accélérateurs.

L'État, je l'assume, ne peut pas tout, l'État ne doit pas tout. Si on laisse la place à cette jeunesse, aux entreprises, aux cercles de pensée, alors notre pays prendra le bon cap. La jeunesse n'attend pas tout de l'État. Elle attend qu'on lui donne les moyens pour qu'elle puisse s'émanciper par l'éducation, mais surtout qu'on lui fasse confiance. Et dans vos propositions, oui il y a cette confiance, c'est peut-être l'enjeu majeur de notre temps voire de notre siècle. Il y a quelque temps, un baromètre sur la confiance a été rendu public. Il est apparu que ce sont les entreprises qui attirent le plus la confiance des jeunes. Alors cette confiance, comment on l'embarque ? Un jeune sur trois a envie d'entreprendre, de créer, c'est pourquoi le président de la République a lancé hier à Marseille cette expérimentation du capital entrepreneurial. Parce que l'esprit d'entreprise ce n'est pas seulement la capacité de créer une entreprise, c'est comment chaque jeune de France peut trouver sa place ou la créer, cet esprit entrepreneurial galvanise notre jeunesse. Nous devons accompagner notre jeunesse dans cette émancipation

et pour cela, nous avons besoin de vos capacités à faire confiance à notre jeunesse. Faites confiance à notre jeunesse, continuons ensemble à lui ouvrir les portes, à la laisser entreprendre à l'intérieur de nos entreprises. Partageons cette richesse créée, transmettons. Je lance aussi un appel, car c'est un projet du président qui nous tient à cœur : c'est le plan « un jeune, un mentor ». C'est cet accélérateur d'opportunité qui permet à des jeunes de partager et de gagner en confiance pour qu'ils puissent casser un plafond qui est parfois en verre, parfois en béton armé, cela dépend. Il suffit juste d'une rencontre et cette rencontre cela peut être vous. Mais cette société d'engagement ne pourra se construire que si l'ensemble des acteurs assument pleinement leur rôle. »



— Sarah El Haïry
Secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et de l'Engagement



— Voir la vidéo de l'intervention



Table ronde

« Quels leviers mobiliser afin d'agir au plus vite pour la préservation de la biodiversité ? »

Si la prise de conscience de l'importance de la biodiversité est réelle, cette dernière reste cependant le parent pauvre du travail environnemental. Pourtant, préserver la biodiversité permet souvent -aussi- de lutter contre le dérèglement climatique.



— Arnaud Dumas (Novethic), Bris Rocher, Véronique Andrieux, Andrée-Anne Lemieux et Ambroise Fayolle



— Voir la vidéo de la table ronde

« L'interdépendance entre les prismes du climat et celui de la biodiversité apparaît de plus en plus clairement », a introduit Ambroise Fayolle, vice-président de la Banque européenne d'investissement. « Mais s'il y a bien des avancées, elles se situent bien en-deçà des avancées sur le climat », a relevé Véronique Andrieux, Directrice générale du WWF France, qui a poursuivi : « les financements néfastes à la nature sont 10 fois plus importants que ceux qui sont vertueux. On a un budget vert en France, mais la biodiversité est un point aveugle dans le budget de l'État. Pour 90% des postes, on ne connaît pas leur impact sur la biodiversité. Il est donc impératif que la France s'engage à recenser, puis à mettre fin aux subventions dommageables pour la nature. Car un tiers environ des efforts d'atténuation des changements climatiques peut provenir des solutions fondées sur la nature. »

Mais comment avancer ? Ambroise Fayolle a détaillé les cinq propositions du groupe de travail : pour lui, il convient de placer la protection de la biodiversité au cœur des stratégies des entreprises, ce qui suppose une sensibilisation au plus haut niveau et la nécessité de former l'ensemble des dirigeants. Il faut également mettre en place une trajectoire de la biodiversité globale dans laquelle les entreprises pourront s'inscrire. Cela suppose la collecte et le partage de données pour mesurer les impacts. « C'est encore balbutiant, si l'on veut avoir une trajectoire sur la biodiversité, comme on en a une sur le climat, il faut avoir ces données », a insisté le vice-président de la Banque européenne d'investissement. Il a expliqué les trois autres propositions du groupe : instaurer un système d'incitations publiques valorisant les entreprises les plus vertueuses, construire un dispositif de traçabilité des matières premières tout au long de la chaîne de valeur et favoriser le passage à l'action des PME grâce à la collaboration de l'ensemble des acteurs privés et publics.



— Véronique Andrieux
Directrice générale de WWF France



— Ambroise Fayolle
Vice-président de la Banque européenne d'investissement

Table ronde

TRAÇABILITÉ

Directrice de la Chaire Sustainability IFM (Institut Français de la Mode) - Kering, Andrée-Anne Lemieux a détaillé le 4^{ème} point : elle œuvre en effet à mettre sur pied un dispositif de traçabilité, à l'échelle européenne, des matières premières intervenant dans la fabrication des produits du secteur de la mode, utilisant les technologies de la blockchain (chaîne de blocs).

« Car les matières premières de la mode viennent en grande partie de l'agriculture, des champs, des forêts : cela vaut pour le cuir, la laine, la viscose, etc. », a-t-elle rappelé. Leur production peut donc, si elle n'est pas contrôlée, donner lieu à des méthodes peu respectueuses de la biodiversité : utilisation de certains pesticides par exemple, ou encore pollution des eaux. Or très peu de produits de la mode font l'objet d'un traçage. « Seulement 34% des vêtements mis sur le marché bénéficieraient d'une forme de traçabilité et, pour seulement 6% d'entre eux, cette dernière remonterait sur l'ensemble de la chaîne de valeur, autrement dit chez l'agriculteur », a rappelé la directrice de la Chaire. « Mais, a-t-elle constaté, la mise en place d'une meilleure traçabilité se heurte à l'incroyable complexité des chaînes de valeur dans le secteur de la mode. On parle d'un produit ultra-transformé comptant un minimum de 15

étapes sur une chaîne de valeur complètement fragmentée. La capacité à retracer l'historique, l'utilisation, la localisation d'un article est un réel défi, mais une priorité essentielle pour transformer les territoires de fabrication et même au-delà. »

Plus largement, les entreprises peuvent s'associer au SBTN, ou Science Based Target Network, a, de son côté, expliqué Véronique Andrieux. Ce réseau mondial « travaille sur des outils de capital naturel, des objectifs basés sur la science, qui définissent par rapport à une valeur de référence une cible, une trajectoire, qui implique d'éviter (les effets nocifs à la biodiversité), de réduire (les effets néfastes qui ne peuvent être évités), de protéger (la biodiversité) et de (la) restaurer et de transformer les modèles d'affaires. Le SBTN publie des lignes directrices permettant d'intégrer les activités économiques à l'intérieur de seuils écologiques. »

PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ, UN DEVOIR

Bris Rocher, président du Groupe Rocher, et petit-fils d'Yves Rocher, est venu témoigner de l'attachement ancien du groupe à la biodiversité. « Mon grand-père ayant une santé très fragile, ses parents lui faisaient l'école à la maison. Mais à 14 ans, il a dû surmonter la perte brutale de son père », a raconté le chef d'entreprise. « Il a alors passé de longs

moments dans les bois proches, et y a trouvé du réconfort. C'est ainsi qu'il s'est rendu compte de l'impact positif de la nature sur le bien-être. Cet attachement à la nature vient de mon grand-père, nous ne faisons qu'entretenir la flamme », a-t-il conclu. Le groupe Rocher, assure-t-il, bannit le terme de neutralité carbone, une notion qu'il juge trop commode. Mais il s'efforce de mettre la nature au centre de sa stratégie, qu'il s'agisse de construire un hôtel-spa ou de cultiver des plantes. « Cela a un coût, tout comme a un coût la transition numérique. Mais c'est pour cela qu'on est payés comme managers ». Et Bris Rocher conclut : « Et si le chef d'entreprise ne veut pas y aller (vers la préservation de la biodiversité), il faut le virer ! »

« Quels leviers mobiliser afin d'agir au plus vite pour la préservation de la biodiversité ? »



— **Bris Rocher**
Président du Groupe Rocher



— **Andrée-Anne Lemieux**
Directrice de la Chaire Sustainability
IFM-Kering

Intervention

« Faire entrer l'écologie dans le quotidien des Français »

Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, est intervenue pour expliciter l'élan donné à la transition écologique par la récente loi climat.



— Barbara Pompili
Ministre de la Transition écologique

« La loi Climat et Résilience votée au printemps est une loi majeure qui fait entrer l'écologie dans la vie quotidienne des Français. La loi Climat et Résilience, c'est la généralisation des Zones à Faibles Emissions (ZFE) pour vaincre enfin le fléau de la pollution atmosphérique ; c'est la fin de la mise en location des passoires thermiques, et la création des accompagnateurs Renov qui vont faciliter les démarches pour rénover les logements. C'est la généralisation de l'éducation à l'environnement en milieu scolaire, c'est un encadrement fort de la publicité et des pratiques de green-washing. C'est une loi qui fera date.

Depuis un an, c'est aussi la mise en place d'un plan de relance exceptionnel orienté vers la transformation écologique de notre économie. Les résultats sont là avec de belles réussites sur la décarbonation de l'industrie, le développement de l'économie circulaire, ou des dispositifs qui accélèrent le basculement de pans entiers de l'économie. Résultat : les ventes de véhicules électriques ont été multipliées par 3 en 2020. Cette dynamique est maintenant irréversible et la sortie des moteurs thermiques interviendra très certainement avant 2035.

Enfin, nous avons connu des avancées sans précédent au niveau européen avec le projet

Fit for 55. Ce projet porte des avancées majeures comme le renforcement du marché carbone européen ou la création d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. Cette forte dynamique européenne touche aussi la sphère financière avec l'adoption du règlement européen sur la taxonomie qui permet de déterminer si une activité est durable. C'est là encore une référence mondiale sur laquelle de nombreux pays se caleront.

La puissance de cette loi climat et résilience, c'est de s'adresser simultanément à de nombreux secteurs économiques de façon systémique. Pour ne prendre que quelques exemples, elle va permettre de développer la vente en vrac, de favoriser la réparabilité des produits, d'accélérer le développement des véhicules plus propres. C'est aussi une incitation forte pour les entreprises à développer de nouvelles manières de faire. C'est par exemple le cas pour la construction. On ne pourra plus artificialiser des hectares de terres agricoles comme on le faisait jusque-là. Il faudra densifier, utiliser les friches, et équiper les grandes toitures de panneaux solaires.

Les entreprises devront aussi progresser dans la connaissance de leurs émissions de gaz à effet de serre. Les entreprises de plus de 50 salariés qui bénéficient du plan de relance devront toutes

faire un bilan carbone. Cette maîtrise des données, c'est la clé pour identifier les bons leviers de réduction et agir.

Enfin les entreprises devront aussi progresser dans la traçabilité de leurs produits pour mettre en place l'affichage environnemental. La pandémie nous a fait prendre conscience du lien entre santé animale, santé des écosystèmes et santé humaine. Plus nous dégradons notre capital naturel, plus nous nous mettons en danger. Cela vaut aussi bien sûr pour les entreprises et c'est une très forte incitation pour elles à mieux prendre en compte les innombrables services que leur rend la nature. Les entreprises peuvent agir. Par exemple en mettant fin à la déforestation importée en faisant le pari de filières d'approvisionnement durables. C'est le sens de la stratégie nationale contre la déforestation importée (la SNDI) adoptée cette année. Chaque entreprise peut déjà commencer à connaître mieux ses impacts sur la biodiversité. Le programme Act for Nature, par exemple, permet de réaliser un premier diagnostic et de bénéficier de l'expérience de ses pairs pour réduire ses impacts. Aujourd'hui, 55 entreprises ont déposé des plans d'actions pour intégrer la biodiversité dans leurs pratiques et métiers. Et nous nous fixons l'objectif de doubler ce chiffre d'ici un an. Je vois plusieurs grandes questions qui

mériteront d'être soumises à la réflexion collective. D'abord, la question du passage à l'échelle. Comment au-delà de notre cercle d'entreprises très investies sur les questions de RSE, on élargit le champ, on diffuse les bonnes pratiques ? Comment on fait de cet engagement un avantage compétitif ? Et en lien avec la question du passage à l'échelle, celle du financement : avons-nous les outils adaptés pour financer la transition ? Comment s'assure-t-on que les investisseurs ne laissent pas sur le bord du chemin les secteurs « gris » qui ont besoin d'entrer dans la transition écologique ? Quel doit être le rôle des pouvoirs publics ? Enfin je suis très intéressée par votre table-ronde sur la biodiversité, car autant la prise de conscience sur les enjeux climatiques progresse, autant il reste beaucoup à faire sur la biodiversité. Je suis convaincue que c'est le défi de demain, il ne faut pas le négliger. »



— Voir la vidéo de l'intervention

Regards croisés

« Le climat : nouvelle pierre angulaire de l'économie ? »

Le climat est devenu une partie intégrante des économies. Il est tout à la fois un risque pour certains, et un levier d'action pour d'autres, ont estimé Luiz Pereira, directeur général délégué de la Banque des règlements internationaux (BIS) et Laurence Tubiana, présidente de la Fondation européenne pour le climat.

Le monde a beaucoup progressé dans la prise de conscience de l'urgence climatique. « Mais nous allons trop lentement », a constaté Laurence Tubiana, présidente de la Fondation européenne pour le climat, rappelant que les experts du GIEC tablaient désormais, dans le meilleur des cas, sur un réchauffement de 2,6°C. Comment faire ? « Il ne suffit pas de dire où on doit aller. Il faut également expliquer comment on va y arriver », a-t-elle poursuivi. Ce travail de pédagogie est indispensable, car « les gens sont anxieux des conséquences du changement climatique, mais ils ont aussi peur du changement. Il ne faut pas dessiner des alternatives polarisantes -le retour à la bougie d'un côté, ou faire croire que le changement se fera sans douleur de l'autre, mais tenir un langage de responsabilité, et faire attention aux plus fragiles ». L'exemple du Pacte Vert européen est à ce titre symptomatique : « il est incroyablement ambitieux, puisqu'il vise une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55% d'ici à 2030. Mais s'il apparaît comme

une négociation entre États, cela ne fonctionnera pas, car c'est une transformation de l'économie tout entière qu'il suppose. »

« N'oublions pas que les changements du climat affectent d'abord les pays et les ménages les plus pauvres », a renchéri Luiz Pereira, directeur général délégué de la Banque des règlements internationaux (BIS), soulignant à quel point les impératifs environnementaux constituent des facteurs de fragilisation du système financier. « Nous appelons cela le risque « vert ». Ce ne sont pas des événements probabilistes, mais des certitudes. Les risques climatiques se matérialisent et sans la mobilisation de l'ensemble des acteurs, ils peuvent produire une cascade d'événements négatifs qui sont dangereux pour le bilan des banques et des acteurs économiques ». D'où l'importance du travail de coordination réalisé par les banques centrales sur le sujet. Elles s'unissent « autour du NGFS -le Network for Greening the Financial System-, qui essaie de définir des scénarios communs », a-t-il rappelé.

Car il existe des risques physiques liés au changement climatique dont les coûts ne sont parfois « même plus assurés ». Mais il ne faut pas négliger non plus les risques de transition, de changement de comportement d'investisseurs, qui peuvent anticiper des changements de régulation, de comportement des ménages, occasionnant ainsi des changements brusques d'allocations de portefeuilles. « Cela comporte des risques pour la stabilité financière », a prévenu l'expert et de conclure : « nous sommes en train de construire un processus de destruction créatrice comme l'a décrit Joseph Schumpeter. »



— Luiz Pereira, Laurence Tubiana et Thierry Guerrier



— Luiz Pereira
Directeur général délégué de la Banque des règlements internationaux (BIS)



— Laurence Tubiana
Présidente de la Fondation européenne pour le climat



— Voir la vidéo des Regards Croisés

Table ronde

« Comment accélérer le financement de la transition écologique et sociale dans les territoires ? »

Pour encourager l'ensemble des acteurs économiques à aller vers une transition écologique et sociale, encore faut-il créer un contexte de financement favorable aux projets qui cherchent à atteindre des objectifs environnementaux et sociaux. La formation des acteurs économiques à la finance à impact, l'implication des régions, et la création d'outils financiers nouveaux, sont autant de propositions présentées lors de la deuxième table ronde de la journée.



— Edward Arkwright, Alexandre Perra, Olivier Sichel, Stéphanie Goujon, Antoine Sire et Pauline Tattevin (BFM Business)

« Ma conviction est que la transformation écologique et sociale passe par l'économie de territoire, de proximité, qui génère des emplois utiles, locaux, industriels. Pour avoir des belles licornes, il faut avoir aussi de très jolis poneys, et il faut flécher plus d'investissements vers les territoires ». C'est ainsi que Stéphanie Goujon, directrice générale du French Impact, a introduit la deuxième table ronde, consacrée au financement de la transition écologique et sociale. Mais, a-t-elle remarqué, pour ce faire, il est également nécessaire de définir la notion d'impact. « Pour moi, l'impact, c'est la triple performance : économique, sociale et environnementale. Ces trois notions sont imbriquées », a-t-elle estimé.

Pour ce faire, il est nécessaire d'inventer des outils nouveaux, faciles à comprendre et à utiliser. « Il serait judicieux d'expérimenter des certificats d'économie de ressource naturelle, sur le modèle des certificats d'économie d'énergie (C2E) », a proposé Antoine Sire, directeur de l'engagement d'entreprise de BNP Paribas. Les entreprises seraient, autrement dit, récompensées lorsque leurs investissements permettraient d'utiliser moins de ressources naturelles. « Les C2E sont extrêmement efficaces, ce dispositif peut en effet servir à d'autres choses, par exemple pour inciter à une utilisation plus sobre de l'eau, pour que les entreprises utilisent leurs ressources plus intelligemment », a renchéri Olivier Sichel, directeur général délégué du Groupe Caisse des Dépôts. « Nous pouvons nous inspirer des C2E pour l'eau, peut-être aussi pour le sol », a complété Stéphanie Goujon. « Attention toutefois », a souligné Alexandre Perra, directeur exécutif du groupe EDF. « Parfois, ces mécanismes provoquent un effet rebond, autrement dit une augmentation des consommations. Il est plus douteux que cela se produise avec les ressources naturelles, mais le phénomène existe en matière énergétique », a-t-il noté.



— Voir la vidéo de la table ronde



— Stéphanie Goujon
Directrice générale du French Impact



— Antoine Sire
Directeur de l'engagement
d'entreprise de BNP Paribas



— Alexandre Perra
Directeur exécutif du Groupe EDF

Table ronde

GARANTIR LES INVESTISSEMENTS À IMPACT

Autre proposition de ce groupe de travail, présentée par Antoine Sire : créer un nouveau type de garantie, porté par les régions, pour les investissements à impact. « Il existe beaucoup de systèmes de garantie publique, mais ils sont rarement liés à l'impact », a-t-il explicité. Or il est important d'introduire des mécanismes garantissant la sécurité des investissements à l'échelle des régions pour soutenir les projets locaux. L'idée serait donc de donner à l'investissement la garantie d'être remboursé dès lors que le projet aurait atteint un bon niveau d'impact environnemental et social établi avec des objectifs fixés en amont.

Edward Arkwright, directeur général exécutif du Groupe ADP, a également souligné le rôle des grandes plates-formes telles que les plates-formes aéroportuaires, pour favoriser l'émergence de projets à impact. Ainsi, a-t-il détaillé, « l'hydrogène se trouvera au cœur du fonctionnement des aéroports de demain. Mais avant d'atteindre une masse critique, il est nécessaire de multiplier, dans un premier temps, les petits projets à fort impact que l'aéroport peut héberger ». Par exemple une flotte captive de bennes à ordures fonctionnant à l'hydrogène. De la même façon, « notre projet Olympic Green Airport nous

permet d'embarquer dans notre consortium des acteurs qui ne seraient jamais allés demander des fonds à la Commission européenne », a-t-il souligné.

DÉFINIR LES PRIORITÉS

Mais il est également indispensable de former les investisseurs et les acteurs du changement pour que les priorités environnementales et sociales apparaissent clairement. « Ainsi, remplacer les hydrocarbures par des bioliquides n'est pas nécessairement une bonne solution », a souligné Alexandre Perra, soulignant les possibles impacts d'une telle conversion sur l'agriculture. Pour mieux faire comprendre les liens entre différentes actions, entre les causes et les actions, EDF sensibilise ainsi ses salariés en les faisant participer à des fresques du climat. Olivier Sichel a, pour sa part, souligné l'importance qu'aura la taxonomie européenne, qui doit définir les secteurs à privilégier par les investisseurs en termes de transition écologique et sociale. « Elle va guider les investisseurs et permettre d'élaborer de nouveaux outils ».

« Comment accélérer le financement de la transition écologique et sociale dans les territoires ? »



— **Edward Arkwright**
Directeur général exécutif du
Groupe ADP



— **Olivier Sichel**
Directeur général délégué
du Groupe Caisse des Dépôts



— **Edward Arkwright, Alexandre Perra, Olivier Sichel, Stéphanie Goujon, Antoine Sire et Pauline Tattevin**

« Les investisseurs au service de la transition écologique ? »

La future taxonomie européenne a été au centre de la discussion entre Mairead McGuinness, commissaire européenne aux services financiers, à la stabilité financière et à l'union des marchés de capitaux, et Laurent Mignon, président de la Commission climat de la Fédération bancaire française. Pas question pour autant, ont-ils estimé, d'oublier l'ancrage social de la transition.



— Laurent Mignon et Mairead McGuinness



— Voir la vidéo des Regards Croisés

La future taxonomie européenne, qui doit définir les secteurs à privilégier par les investisseurs en termes de transition écologique et sociale, constituera la pierre angulaire du travail de fléchage des investissements. « Les investisseurs sauront quoi faire, secteur par secteur, et comment y aller. La taxonomie crée une destination, et donne les signaux indicateurs pour s'y rendre. Nous créerons un monde meilleur si l'on utilise notre taxonomie », a ainsi souligné Mairead McGuinness, commissaire européenne aux services financiers, à la stabilité financière et à l'union des marchés de capitaux.

Elle a toutefois prévenu : la taxonomie ne doit pas favoriser les seuls secteurs déjà « verts » de l'économie. « Si nous investissons seulement dans la toute petite partie de l'économie qui est aujourd'hui soutenable, cela ne suffira pas à réaliser la transition ». Il faut donc ouvrir des secteurs « gris ». Le besoin en investissement est immense : « le seul secteur de l'énergie aura besoin de 350 milliards d'euros d'investissements supplémentaires d'ici à 2040 », a-t-elle assuré. Mais pour que la taxonomie soit utile, elle ne doit pas rester un outil purement technocratique. « Nous devons écouter le débat social autour de la transition, comprendre ce que nous devons

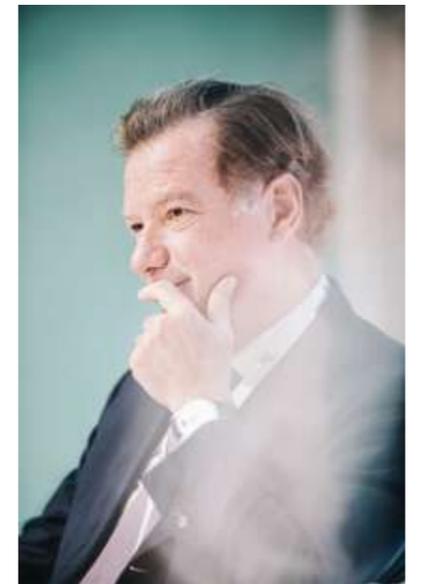
faire pour ne laisser personne derrière. Les gens ne savent pas ce qu'est le Pacte Vert européen, mais tous les enfants savent ce que signifie le recyclage. Nous ne devons donc pas tout trop complexifier ».

Laurent Mignon, président de la Commission climat de la Fédération bancaire française a acquiescé : « Nous avons besoin de mettre tous les acteurs du bon côté et la taxonomie nous donne un objectif clair, des définitions communes. Il est déjà si difficile de travailler sur ce changement de civilisation que nous avons besoin d'objectifs communs. Les banques ont été actives depuis des années, mais nous restons loin de là où nous devrions être. Nous avons la responsabilité de conseiller nos clients. La transition est un chemin difficile. Car tout le monde souhaite le green deal, mais les gens l'acceptent-ils dans leur vie quotidienne ? »

« Nous devons comprendre les conséquences de la transition pour la société, sinon nous risquons plus de fragmentation des sociétés. Or nous pouvons nous permettre de payer le prix de l'action, mais non celui de l'inaction », a conclu Mairead McGuinness.



— Mairead McGuinness
Commissaire européenne aux services financiers, à la stabilité financière et à l'union des marchés de capitaux



— Laurent Mignon
Président de la Commission climat de la Fédération bancaire française

Table ronde

« Comment la comptabilité des entreprises peut-elle améliorer leur performance extra-financière ? »

À l'instar de la taxonomie européenne, la comptabilité a aussi un rôle concret à jouer pour aider les entreprises à réussir leur transition. Encore s'agit-il d'inclure dans les bilans et autres comptes de résultats des indicateurs non financiers, capables de traduire la performance extra-financière des sociétés. C'est la comptabilité multi-capitaux, qui a fait l'objet de la troisième table ronde de la journée.



— Vincent de Féligonde (La Croix), Catherine Grandpierre Mangin, Lionel Canesi et Alexandra Palt

Expliquer la comptabilité multi-capitaux en quelques phrases, c'est ce qu'a fait Lionel Canesi, président du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables, en introduction de cette troisième table ronde. À ceux qui croiraient les experts-comptables enfermés dans leur monde de chiffres, n'oublions pas que « l'expert-comptable est le principal conseiller du chef d'entreprise », a-t-il répondu. Pour que la RSE se traduise concrètement dans l'activité quotidienne des entreprises, il faut donc arriver à mesurer son impact sociétal et environnemental, par exemple l'égalité femmes-hommes, ou le bilan carbone. « Mais la comptabilité multi-capitaux va aller au-delà de cela, en intégrant ces impacts dans la comptabilité », a-t-il poursuivi. « Pour une mutuelle qui s'intéresse, par nature, à son impact sociétal, ce travail semble naturel », a témoigné Catherine Grandpierre Mangin, présidente de Klesia Mut'. Mais les guides et outils accessibles - et compréhensibles - par tous font encore défaut. Or « notre rôle est de challenger les experts et d'écouter les entreprises », a poursuivi la représentante du secteur mutualiste.

D'où les propositions du groupe de travail, visant à rendre attractive et compréhensible la comptabilité multi-capitaux, à faire évoluer les formations d'expert-comptable, de directeur financier et de manager, à faciliter la mise en œuvre opérationnelle de la comptabilité multi-capitaux par une démarche pédagogique, à favoriser l'institutionnalisation de la comptabilité multi-capitaux pour permettre l'identification des projets à impact par les investisseurs et à donner aux sociétés à mission les outils pour prouver leur impact.



— Voir la vidéo de la table ronde

Table ronde

ACCEPTER L'IMPERFECTION

Le travail a déjà commencé chez L'Oréal, a témoigné Alexandra Palt, directrice générale de la RSE du groupe. « Nous avons désormais une directrice en charge de la finance durable, nous travaillons sur des prix du carbone, nous avons développé un outil qui mesure l'impact environnemental de nos produits et nous communiquons même cet indicateur aux consommateurs sur certaines de nos gammes. Nous tentons désormais de monétiser ces impacts : autrement dit, on ne va plus juste calculer la performance du produit, mais aussi mesurer sa performance environnementale avant de décider des investissements à réaliser », a-t-elle détaillé, précisant : « mais pour avancer, il faut accepter de passer par des phases d'expérimentation, imparfaites et ne pas vouloir la perfection. Ainsi, nous travaillons beaucoup sur le carbone tout en étant conscients qu'existent aussi les problématiques de l'eau et de la biodiversité. Mais, comme dans les démarches visant à développer l'innovation, il faut commencer à travailler et à améliorer, il ne faut pas justifier l'inertie. »

« Nous devons tous être sur un pied d'égalité, sinon, on pénalise ceux qui sont vertueux. D'où la nécessité d'un système européen », a cependant nuancé Lionel Canesi.



— **Alexandra Palt**
Directrice générale de la RSE du Groupe L'Oréal

« Comment la comptabilité des entreprises peut-elle améliorer leur performance extra-financière ? »



— **Lionel Canesi**
Président du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables



— **Catherine Grandpierre Mangin**
Présidente de Klesia Mut'

Intervention

« Faire le pari de la transparence »

Olivia Grégoire, secrétaire d'État chargée de l'Économie sociale, solidaire et responsable, a incité les entreprises à jouer le jeu de la transparence sur leur performance sociale et environnementale.

« Il y a un an, nous étions réunis ici. Depuis, nous avons parcouru beaucoup de chemin », a souligné Olivia Grégoire, secrétaire d'État chargée de l'Économie sociale, solidaire et responsable, qui clôturait la matinée. « Le 21 avril, est arrivée la CSRD ! », s'est-elle réjouie. Autrement dit, le projet de directive européenne sur les rapports de durabilité des entreprises (Corporate Sustainability Reporting Directive), qui modifiera les exigences actuelles en matière de reporting extra-financier. « Sur volonté du président de la République, elle sera une priorité de la présidence française de l'Union européenne (à partir du 1^{er} janvier 2022, ndlr), a-t-elle assuré, ajoutant également que la France entendait militer pour que les PME puissent être parties prenantes dans le cadre du démarrage volontaire de ces rapports de durabilité.

Autre évènement intervenu dans la dernière année : le lancement en mai 2021 du site « impact.gouv.fr », sur lequel les entreprises peuvent publier leurs données RSE. « On aime parler de ce qui ne marche pas, de ce qu'on n'a pas fait ». Avec ce nouveau site,

lancé avec le soutien de Bruno Le Maire et l'attention du président de la République, il s'agit de « parler de ce qu'on fait ». Car, a poursuivi Olivia Grégoire, « les entreprises, la société civile, l'État, on se tient tous ». Cependant, « l'État doit être le pivot et non le décideur. Son rôle est de construire les rails, pas les locomotives. Certaines prétendent qu'il faudrait déverser quelques centaines de milliards d'euros pour faire des circuits courts ou financer d'autres actions, c'est faux. On est en train d'investir, mais cela ne fera pas tout. Le rôle de l'État est de pousser la transition dans le bon sens, d'apporter un soutien financier avec des incitations. (...) Mais face à des défis aussi nouveaux que ceux posés par le dérèglement climatique, il est impensable de se dire que la puissance publique seule puisse impulser le changement ». Il est donc nécessaire de renforcer la dimension partenariale dans les politiques publiques, a estimé la secrétaire d'État.

Abordant le sujet de la conditionnalité des aides d'État, elle a estimé que « l'État doit faire confiance, mais la confiance n'exclut en rien le contrôle. Cependant, le contrôle

le plus souple, meilleur marché, est la sanction du marché (permise par) la transparence ».

« Je crois énormément à la sanction du marché. Quant à l'État, il doit favoriser l'information des citoyens de façon large, avec des données fiables, certifiées, je l'espère, par une agence publique, des agences de notation extra-financières. Avec la transparence, l'État se fait partenaire, il se met au service de la société civile. Sans la transparence, l'entreprise est livrée à elle-même. Par la transparence, elle se contraint ». En attendant l'entrée en vigueur de la directive CSRD, Olivia Grégoire a donc incité toutes les entreprises à publier leurs indicateurs sur « impact.gouv.fr ». « En moins de six mois, 500 entreprises ont fait le pari de la transparence ». Et de conclure, sourire aux lèvres : « nous partîmes 500 et par un prompt renfort, nous nous vîmes 3000 en arrivant au port. Rejoignez les 500 pionniers ! »



— Olivia Grégoire
Secrétaire d'État chargée de l'Économie sociale, solidaire et responsable



— Voir la vidéo de l'intervention

Intervention

« Les Français de plus en plus sensibles au développement durable et à la RSE »



— Frédéric Dabi
Directeur général de l'Ifop



— Voir la vidéo de l'intervention

Rémunération variable en fonction de critères liés à la RSE, formation au développement durable dès le plus jeune âge ou informations détaillées sur les produits qu'ils consomment : les Français interrogés par l'Ifop pour le Forum de Giverny se montrent chaque année plus sensibles au développement durable et à la responsabilité sociétale de l'entreprise.

« Alors qu'il y a quelques années seulement, la question serait parue incongrue, 74% des personnes interrogées par notre sondage (*) se sont déclarées favorables à la fixation d'une rémunération variable des dirigeants des grandes entreprises selon l'atteinte d'objectifs de performance liés à la Responsabilité sociale de l'entreprise et à la biodiversité », a indiqué Frédéric Dabi, directeur général de l'Ifop, lors de la présentation d'une enquête sur l'état de l'opinion sur la RSE.

84% des sondés estiment que l'Union européenne doit imposer aux entreprises une obligation légale de transparence concernant leurs produits. 63% des membres du panel sont pour que l'impact environnemental des projets territoriaux bénéficiant d'aides publiques constitue un des critères prioritaires de l'attribution de ces dernières, devant la rentabilité financière des projets ainsi soutenus.

79% des personnes interrogées jugent que l'on doit inclure les impacts environnementaux et sociaux d'une entreprise dans sa comptabilité. 90% considèrent

que les entreprises doivent réparer les dommages causés par leur activité.

84% des panelistes estiment que le développement durable doit constituer un module obligatoire de toutes les formations professionnelles et supérieures et 77% des personnes sondées estiment que les élèves doivent bénéficier d'une sensibilisation au développement durable dès la maternelle ou la primaire. Le sondage révèle une grande sensibilité des Français aux enjeux de formation à la RSE, notamment par le biais d'ambassadeur du climat au sein des entreprises.

Sans surprise, les Français se montrent fortement en attente d'informations sur le lieu de production, le recours ou non à des pesticides, pour les produits alimentaires (79%). De même, des informations sur la juste rémunération des producteurs sont attendues. La prise en compte de la souffrance animale figure, en outre, parmi les sujets sur lesquels les consommateurs attendent des informations. « Cela constitue un sujet majeur, notamment chez les plus jeunes », a souligné Frédéric

Dabi. « Une majorité des personnes interrogées affirment qu'ils n'imaginent pas voter pour un candidat à la prochaine élection présidentielle qui ne fasse pas des questions liées à la RSE un thème central de ses propositions », a également souligné Frédéric Dabi.

* Sondage réalisé du 26 au 27 août 2021 sur un échantillon représentatif de la population française de 1074 personnes, selon la méthode des quotas.

Intervention

« Il faut donner leur vrai prix aux externalités négatives liées à l'émission de dioxyde de carbone »

Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, chargée de l'Industrie a plaidé lors du Forum de Giverny pour une réindustrialisation décarbonée, facteur de transition écologique mais aussi de développement des territoires. La ministre a également salué les propositions du Forum sur la révolution systémique du management des entreprises, favorisant la diversité et l'émergence de profils atypiques.



— Agnès Pannier-Runacher
Ministre déléguée chargée de l'Industrie

« Il y a quelques jours, je rencontrais les élèves d'HEC, qui me décrivaient le track « Purpose & Sustainability » qu'ils suivent désormais. Il y a 30 ans, je peux vous assurer que tel n'était pas le cas », a déclaré Agnès Pannier-Runacher, elle-même ancienne élève de l'école de commerce, lors de son intervention. « Après 30 ans de capitulation, l'industrie est pour le gouvernement un sujet de premier plan, a poursuivi la ministre déléguée auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, chargée de l'Industrie. C'est là que vont s'inventer les solutions de transformation énergétique, là que va se jouer la souveraineté économique de la France, c'est-à-dire notre capacité à être libre et maître de notre destin », a-t-elle poursuivi.

« Il faut réinventer nos modes de production, dans le cadre d'une compétition accrue pour se procurer certaines matières premières, l'eau, le sable, les terres rares », a également souligné la ministre qui estime que l'on doit, pour ces nouvelles solutions, « passer du prototype à l'industrialisation ». Pour la ministre, il faut « accélérer les changements en cours, et s'engager encore davantage pour mettre au point les solutions de décarbonation de demain, pour se nourrir, se déplacer, etc. »

Dans cet objectif, Agnès Pannier-Runacher estime qu'il convient de « donner son vrai prix aux externalités négatives liées à l'émission de dioxyde de carbone », permettant de distinguer « ceux qui respectent les règles du jeu et les passagers clandestins ». La ministre a rappelé en l'espèce que le gouvernement travaillait actuellement à la mise en place d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Union européenne, « qui devrait être mis en place assez rapidement ». « Le nombre de tonnes de CO₂ utilisées pour produire une batterie électrique varie de 1 à 10, a-t-elle également souligné, ce n'est pas tout à fait la même histoire ».

100 PROJETS DE DÉCARBONATION SOUTENUS PAR FRANCE RELANCE

La ministre a rappelé l'engagement de l'État, alors que près d'un tiers (30 milliards d'euros sur 100) du plan France relance sont fléchés vers la décarbonation de l'économie, dont 1,2 milliard pour la décarbonation de l'industrie. Déjà, 100 projets de décarbonation ont été soutenus par France relance, évitant l'émission de 3,6 millions de tonnes de carbone, « soit le volume qui permet à la France de respecter sa trajectoire carbone ». « Si l'industrie française a réduit de 40% ses émissions de gaz à effet de serre

au cours des dernières années, ces dernières ont globalement augmenté de 17% dans le monde », a souligné également Agnès Pannier-Runacher. Cela signifiant que la baisse des émissions carbone de l'industrie française a été plus que compensée par la hausse de celles des pays où cette industrie a été largement délocalisée... La décarbonation de l'industrie constitue par conséquent, outre un enjeu écologique, un enjeu démographique et d'aménagement du territoire. « Nous devons mener un double combat, de réduction de l'empreinte environnementale, mais aussi de lutte contre les fractures sociales et environnementales », a poursuivi la ministre, appelant à une accélération de la R&D dans ces domaines.

Agnès Pannier-Runacher a salué plusieurs des propositions formulées par le groupe de travail du Cercle de Giverny sur les métiers d'avenir. Pour anticiper ces métiers, une de ces propositions consiste à multiplier les dispositifs d'échange entre les secteurs public et privé. « Notamment pour favoriser l'émergence de profils atypiques, dont les entreprises ont un besoin croissant », a souligné la ministre. Qu'il s'agisse de jeunes, de personnes éloignées de l'emploi, ou issues des quartiers classés au titre de la politique de la ville (QPV). Et pour ce faire,

le développement du mentorat, autre proposition phare du groupe de travail, semble être une solution. « Il faut montrer aux jeunes que le monde ne se limite pas aux deux rues qui bordent leur logement, a poursuivi Agnès Pannier-Runacher, redonner à ces jeunes de la fierté, en passant d'apprendre pour faire, à faire pour apprendre ».

La ministre a également souscrit à la proposition du groupe de travail pour une « transformation systémique de la fonction managériale », favorisant une approche nouvelle évitant la reproduction des mêmes profils, issus des mêmes quartiers, des mêmes écoles, mais promouvant au contraire une diversité, le recrutement « d'intelligence qui se complètent », aboutissant à une « oxygénation » de la gouvernance. « La diversité est autant une question de valeur que de performance des entreprises », a conclu la ministre.



— Voir la vidéo de l'intervention

Table ronde

« Comment anticiper les métiers d'avenir pour concilier quête de sens et compétitivité des entreprises ? »

« Plus que vers une transition, c'est vers une rupture qu'il faut nous diriger », a déclaré Audrey Richard, présidente de l'association nationale des DRH, en ouverture de la table ronde du Forum de Giverny intitulée « Comment anticiper les métiers d'avenir pour concilier quête de sens et compétitivité des entreprises ? ».



— Carole Ferry (Europe 1), Olivier Bogillot, Olivier Girard, Audrey Richard et Pascale Le Carpentier de Leusse



— Voir la vidéo de la table ronde

« 85% des métiers de 2030 n'existent pas à ce jour », a affirmé Audrey Richard en ouverture de la table ronde restituant les travaux du groupe de travail du Cercle de Giverny sur l'anticipation des métiers d'avenir. D'où l'urgence pour les entreprises d'appréhender ces évolutions rapides », a souligné la présidente de l'Association nationale des DRH. Dans ce cadre, le développement de formation à la RSE à chaque étape de la vie scolaire et universitaire constitue une des propositions du groupe de travail. Ainsi, la Fresque du climat, dont les vertus ont été fréquemment soulignées par les intervenants de ce 3^{ème} Forum, doit être étendue à l'école primaire, tandis « qu'un projet pédagogique, en lien avec la transformation, doit être mis en place dans chaque établissement secondaire », estime la présidente de l'association nationale des DRH.

Le groupe de travail propose qu'un module de certification RSE soit instauré au sein de chaque formation diplômante, afin que 100% des étudiants soient sensibilisés à la transition écologique et énergétique, grâce à un enseignement interdisciplinaire aux enjeux de transition. Un classement des formations supérieures relatif au contenu de leur enseignement au développement durable est également proposé par le groupe. Une transformation systémique de la fonction managériale, reprise à son compte lors du Forum par Agnès Pannier-Runacher, en commençant par les dirigeants, figurent également parmi ces propositions, de même qu'une formation obligatoire des salariés à ces thématiques, et une adaptation des référentiels de compétences et des systèmes d'évaluation. Audrey Richard a rappelé que des centaines de métiers étaient en tension, alors même que le taux de chômage s'élève à 8%.

« Nous ne réaliserons pas la transition nécessaire en laissant des gens au bord du chemin, a estimé Olivier Bogillot, et le mentorat est le meilleur moyen d'éviter une trop grande consanguinité au sein des entreprises ». Pour le président de Sanofi France, « une plus grande fongibilité avec le secteur associatif » est nécessaire pour intégrer cette diversité de profils, notamment issus des quartiers classés au titre de la politique de la ville (QPV). « Il faut sans doute que le gouvernement travaille davantage en interministériel pour faire évoluer les cursus de formation », a-t-il poursuivi, appelant de ses vœux la réalisation d'une cartographie stratégique des métiers.



— Audrey Richard
Présidente de l'association nationale des DRH



— Olivier Bogillot
Président de Sanofi France

Table ronde

« LA TRANSITION N'EST PAS UNE QUESTION DE COMPÉTITIVITÉ, MAIS DE SURVIE »

Olivier Bogillot a décrit les nouveaux métiers liés à la transition écologique récemment apparus chez Sanofi : qu'il s'agisse d'écoconcepteurs des produits pharmaceutiques, à qui l'on doit par exemple le remplacement d'emballage en aluminium par un packaging en carton recyclable, ou des chargés du renouvellement de l'air dans les usines. « Sanofi recrute 1600 apprentis par an », a fait valoir Olivier Bogillot, notamment issus des quartiers en difficulté, tandis que 1200 jeunes ont été reçus en entretien dans le cadre du plan d'avenir mis en place par l'État, donnant lieu à 50 recrutements. « Après la digitalisation, le grand chantier de l'ensemble de nos clients, c'est la transition bas-carbone », a indiqué Olivier Girard. Le président d'Accenture France et Bénélux a souligné que cela nécessitait un fonctionnement de plus en plus transversal des organisations, avec des collaborateurs jouant de plus en plus les chefs d'orchestre, dans le cadre d'un nouveau leadership favorisant l'intelligence collective. « Il n'existe pas de recette pour l'innovation, mais des ingrédients », a-t-il résumé, appelant à « l'esprit de curiosité », et à la formation tout au long de la vie. Ainsi, la totalité des 600.000 collaborateurs d'Accenture dans

le monde viennent de suivre sept modules de formation, sur l'intelligence artificielle, l'internet des objets ou la cybercriminalité. Quant au Comex, il a été récemment formé à la Fresque du climat. « La transition n'est pas une question de compétitivité mais de survie, a poursuivi Olivier Girard, alors que l'on sait qu'un grand nombre des 500 plus grandes entreprises vont disparaître au cours des 10 prochaines années, faute d'avoir anticipé ces métiers d'avenir ». Le président d'Accenture France et Bénélux s'est félicité au passage du fait que plus de 50% des entreprises du CAC 40 se soient fixé des objectifs de neutralité carbone à 10 ou 20 ans. « Nous passons, en matière de transition, du pourquoi au comment », a-t-il également souligné, saluant l'annonce récente d'un leader mondial de la cosmétique, qui vient de s'engager à ce que la totalité de ses produits soient « planète compatible » d'ici 10 ans. Pour Olivier Girard, l'avenir passe par plus de « tech », citant l'ouverture du champ des possibles permis par les smartphones ou l'Internet des objets, qui permettent déjà une réduction drastique du gaspillage par une meilleure allocation et localisation des ressources. « La R&D bouillonne de nouveau », se félicite-t-il, estimant que la science offre également des opportunités toujours nouvelles, à l'instar des nanotechnologies, des matériaux intelligents et du

couplage de technologie. « Aujourd'hui, des microsattellites météorologiques, couplés à des drones, permettent d'éradiquer des épidémies propagées par les moustiques », a-t-il illustré. Le président d'Accenture France et Bénélux mise sur le triptyque composé par la tech, la science et l'humain, pour aborder les défis du temps avec optimisme « Nous faisons depuis longtemps de la RSE sans le savoir, comme M. Jourdain de la prose », a déclaré Pascale Le Carpentier de Leusse. La présidente de Protecop, une PME normande, implantée au sein d'une zone de revitalisation rurale de Bernay dans l'Eure qui exporte dans le monde entier ses gilets pare-balles et autres protections policières, a décrit comment ces mouvements n'étaient pas l'apanage des grands groupes. « Nous recrutons davantage sur les parcours que sur les diplômes », a-t-elle souligné, appelant au passage au soutien de l'État pour mener les transitions nécessaires. Chez Protecop aussi, le recyclage est pensé désormais dès la conception des produits, « conçus pour être solides, durables, et facilement réparables ». L'entreprise, lauréate France relance, vient de relocaliser une chaîne de production de gilets pare-balles de Tunisie en France (représentant 40 emplois), grâce à l'industrie 4.0, tout en confiant de nouvelles missions en Tunisie.

« Comment anticiper les métiers d'avenir pour concilier quête de sens et compétitivité des entreprises ? »



— **Olivier Girard**
Président d'Accenture France et Bénélux



— **Pascale Le Carpentier de Leusse**
Présidente de Protecop

« Comment décarboner au plus vite les actifs financiers ? »

Lucie Pinson, fondatrice de Reclaim finance, qui interpelle le secteur financier sur ses responsabilités climatiques et Méka Brunel, directrice générale de Gécina, une des plus importantes foncières françaises, ont croisé leur regard lors de la 3^{ème} édition du Forum de Giverny.



— **Lucie Pinson**
Fondatrice et directrice
exécutrice de Reclaim Finance

Interpeler les acteurs du secteur de la finance, banquiers, investisseurs, régulateurs, sur la question climatique et la disparition de la biodiversité. Telle est la fonction première de Reclaim finance, ONG dont la fondatrice et directrice exécutive Lucie Pinson a croisé son regard avec Méka Brunel, directrice générale de la foncière Gécina, lors du 3^{ème} Forum de Giverny. Thème de leur débat : « Comment décarboner au plus vite les actifs financiers ? ». « Nous menons de nombreuses recherches pour comprendre les responsabilités des acteurs de la finance sur ces questions, analyser leur degré d'exposition » a détaillé Lucie Pinson. L'ONG tente également de présenter des solutions, de préconiser des mesures, permettant au secteur financier de prendre toute leur part dans l'alignement des économies vers la neutralité carbone en 2050. « Trop souvent, le secteur financier privilégie une approche consistant à tenter de prévoir comment le risque climatique va les affecter, et non comment ils peuvent contribuer eux-mêmes à le réduire. Cette approche par le risque est vouée à l'échec », a

estimé la DG de Reclaim finance. « Alors que les régulateurs et les banquiers centraux concentrent leur énergie sur la stabilité du système, - c'est leur métier-, les organismes financiers demeurent trop nombreux à financer des activités qui nous conduisent droit dans le mur, a-t-elle poursuivi. Il faut que demain, ceux qui continuent à miser sur les énergies fossiles ne puissent plus le faire, faute de financement ». « Il faut accélérer les transformations, a encore déclaré Lucie Pinson, nous sommes encore trop dans une logique d'incitation, pas assez dans une logique de contrainte ». La dirigeante de Reclaim finance appelle à une rapide finalisation de la taxonomie européenne, demandant par exemple que le gaz ne figure pas parmi les énergies considérées comme durables et appelant de ses vœux une taxation accrue des activités polluantes, « à laquelle les acteurs de la finance sont opposés ».



— **Lucie Pinson, Méka Brunel et Thierry Guerrier**

« LA RSE EST D'ABORD POUR NOUS UNE QUESTION DE BON SENS »

« L'immobilier est, après les transports, le 2^{ème} émetteur de gaz à effet de serre », a constaté Méka Brunel en introduction de son propos. Or le secteur est très morcelé, entre petites et grandes entreprises, foncières et propriétaires individuels, etc. Cela dit, la RSE est d'abord pour nous une question de bon sens », a argué la DG de Gécina. Une rationalité qui a conduit la foncière, qui gère 20 milliards d'euros d'actifs, à commencer, dès 2008, à mesurer son impact carbone. Et depuis 2017, la RSE a quitté la direction de la communication de ce géant de l'immobilier pour devenir une

direction à part entière, à laquelle est également rattachée l'innovation et la R&D. « Et nous avons cessé de faire de la compensation, a également souligné Méka Brunel, car cela revient selon moi à préférer les antidouleurs aux véritables remèdes ». L'ensemble des collaborateurs du groupe ont été formés à la RSE, notamment grâce à la fresque du climat.

« Nos émissions de GES ont été réduites de 50% depuis 2008, et d'un quart au cours des quatre dernières années », a-t-elle également fait valoir. Gécina s'est fixé l'objectif d'une neutralité carbone atteinte en 2030. Avec un outil puissant : la taxe carbone interne. Un système comptable

qui permet de lier la rémunération variable des chefs de projets à la réduction du bilan carbone de l'entreprise. « Les collaborateurs ont été nombreux à proposer des innovations pour réduire notre empreinte », se félicite Méka Brunel, qui a annoncé que Gécina, fort de son succès, allait multiplier par 10 le budget de cette taxe carbone. Autre challenge relevé avec succès par la foncière, la transformation de la totalité de son encours de dette obligataire en green bonds. « Nos clients sont de plus en plus exigeants sur la question climatique, qui entre, pour une part croissante, dans l'équation de la prise de bail », a noté Méka Brunel.



— Voir la vidéo de la table ronde

Table ronde

« Comment mobiliser secteurs logistique et alimentaire au service d'une alimentation plus durable ? »

Les participants au groupe de travail dédié aux secteurs logistique et alimentaire se sont félicités de réfléchir ensemble, pour la première fois, à la transition de leurs filières, grâce au Forum de Giverny, avec une approche résolument systémique.



— Anne-Marie Idrac
Présidente de France Logistique



— Voir la vidéo de la table ronde

« Notre groupe a souligné le bien-fondé d'une approche de la RSE systémique, je dirais même systémique au carré, a déclaré Anne-Marie Idrac en préambule de son intervention. C'est en effet la première fois que la filière de la production et de la distribution travaille de manière intégrée avec la logistique sur ces questions », a poursuivi la présidente de France logistique. Pour l'ancienne secrétaire d'État aux Transports, qui fut également ministre de l'Industrie, il faut rendre plus durable toute la chaîne logistique avec une attention particulière pour le choix des implantations, stratégique pour permettre le déploiement de flottes bas-carbone. Ce qui suppose des partenariats entre acteurs et une grande transversalité. L'ancienne présidente de la RATP, puis de la SNCF a estimé que l'on devait privilégier des flottes de véhicules alimentées par le méthane. « Beaucoup d'agriculteurs produisent du méthane, les transporteurs sont nombreux à être disposés à utiliser cette énergie, il faut les faire se rencontrer », a-t-elle estimé.

Anne-Marie Idrac a appelé de ses vœux une simplification administrative, déplorant par exemple les règles s'appliquant à la reconversion de friches, d'une complexité telle qu'elles compromettent nombre d'opérations. « Doit-on se faire livrer trois repas différents par trois cyclistes, eux-mêmes employés dans des conditions sociales discutables, on peut se poser la question », a-t-elle poursuivi. L'ancienne ministre a indiqué que si les petits véhicules seraient bientôt tous équipés de moteurs électriques, aucune énergie propre ne s'imposait pour l'heure pour les poids lourds, ni l'électricité ni l'hydrogène n'étant encore au point pour les grands gabarits.

Table ronde

UN DEUXIÈME PAVILLON BIO AU MIN DE RUNGIS

Pour Jean-François Loiseau, président d'Intercéréales, le secteur de la production agricole et alimentaire joue un rôle vertueux, à l'image de la photosynthèse, les plantes captant du carbone et rejetant de l'oxygène. « La méthanisation issue de déchets agricoles concourt par ailleurs à une production d'électricité verte », a-t-il poursuivi, indiquant au passage que la filière céréalière emploie 450.000 personnes en France. Le président d'Intercéréales a indiqué que ce secteur était engagé dans l'innovation, évoquant des cultures agricoles alternatives, réparatrices, visant une moindre émission de gaz à effet de serre.

Le président-directeur général du Marché d'intérêt national de Rungis a décrit à son tour l'engagement du plus grand marché alimentaire du monde dans le développement durable. La création d'un pavillon bio, bientôt doublé d'un nouveau bâtiment, la mise en place d'une station d'avitaillement à l'hydrogène et au GNV, de même que le recyclage de 87,5% des déchets produits dans le marché illustrent cet engagement. « Il nous reste naturellement beaucoup de travail », a poursuivi Stéphane Layani, qui va mettre en œuvre un plan de 80 nouvelles mesures, dont la méthanisation des produits putrescibles. « J'ai décidé de réduire notre empreinte

carbone de 30% d'ici à 2030, a-t-il poursuivi. Notre rôle est d'entraîner tout le monde, de faire de la pédagogie à l'intention des 1000 PME que nous accueillons ». Le président du MIN a indiqué par ailleurs que le Covid avait conduit le MIN à doubler le volume de l'aide alimentaire délivrée, celle-ci passant de 600 à 1200 tonnes par an.

« Seule notre imagination limite notre capacité à agir », a estimé Philippe Cassoulat, directeur général de Talan. Ce dernier a décrit les potentiels des récentes innovations technologiques que sont l'intelligence artificielle (IA) et l'internet des objets (IOT), dont la combinaison permet, par exemple, d'optimiser l'arrosage des champs de betteraves, ou les apports en engrais, réduisant les quantités d'eau nécessaires. Voies navigables de France (VNF), client de Talan, va également voir ses 6700 km de voies fluviales modernisées sensiblement grâce à ces nouvelles technologies, équipant des péniches désormais connectées. « Mais ces innovations supposent une grande transversalité », a poursuivi Philippe Cassoulat, entre filières notamment.

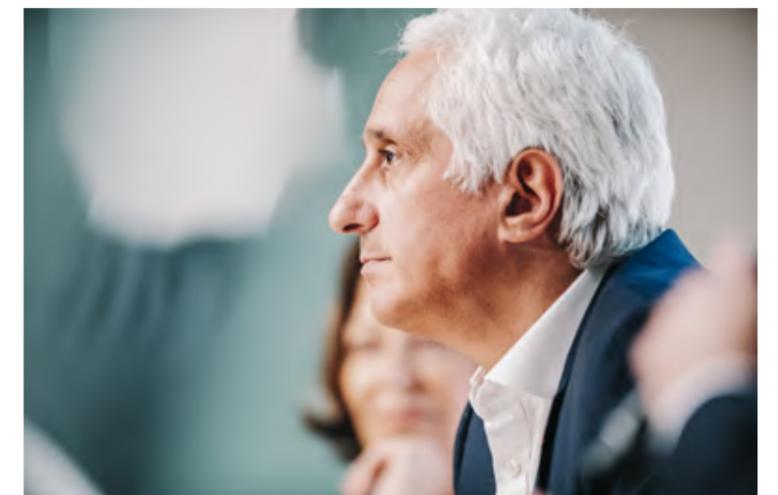


— **Philippe Cassoulat**
Directeur général de Talan

« Comment mobiliser secteurs logistique et alimentaire au service d'une alimentation plus durable ? »



— **Jean-François Loiseau**
Président d'Intercéréales



— **Stéphane Layani**
Président-directeur général du Marché International de Rungis

Grand témoin



— Boris Cyrulnik
Neuropsychiatre



— Voir la vidéo du Grand témoin

« Je ne suis pas inquiet, car je suis sûr que nous courons à la catastrophe »

BORIS CYRULNIK

« Le terme de résilience provient de l'agriculture », a commencé par rappeler le neuropsychiatre Boris Cyrulnik. « On parle d'une terre résiliente lorsqu'elle recommence à produire après un incendie ou des inondations. Mais elle reprend alors avec une autre vie, d'autres cultures, a poursuivi le médecin. Et c'est ce que nous devons faire nous-même à présent ». Et de rappeler que la terre avait déjà connu cinq extinctions. « Si, après cette épidémie, nous reprenons la vie comme avant, alors il est sûr que nous connaissons une nouvelle épidémie dans deux ans, provoquée par un nouveau virus », a-t-il averti.

Boris Cyrulnik a souligné, en l'espèce, les limites de la raison raisonnée : « Si vous avez lu Descartes, vous êtes perdu », a-t-il lancé, estimant que la pensée purement cartésienne n'était plus bonne que pour décrocher un prix Nobel. Le neuropsychiatre a décrit les temps préhistoriques lors desquels l'homme vivait par groupe de 30 à 40 personnes. « La ville s'est créée dès lors que l'espèce humaine s'est retrouvée en surnombre, a-t-il indiqué, pour le protéger. Mais dès le paléolithique,

par la coexistence des animaux et des hommes, nous avons créé les conditions d'un paradis pour la peste, les rats et les puces », a-t-il imagé, appelant donc à une transformation de nos modes de vie si l'on veut éviter la récurrence virale. « Je ne suis pas inquiet, car je suis sûr que nous courons à la catastrophe », a-t-il déclaré, non sans humour, rappelant que la planète accueillera bientôt 8 milliards d'individus, la grande majorité d'entre eux souhaitant être citadins, continuant donc à créer les conditions de la propagation de nouveaux virus.

Boris Cyrulnik a décrit des villes où la beauté, les aménités, et au final, le sens s'amenuise à mesure que l'on s'éloigne de leur centre. « Or le sens que l'on donne aux choses modifie la façon avec laquelle on les vit, avec laquelle on fait des efforts », a souligné le médecin, qui a caractérisé la situation d'anomie (*) qui prédomine trop souvent selon lui. Le scientifique a pris l'exemple de la déstructuration du cercle familial, avec des enfants confrontés à trois beaux-pères successifs, la nature des rapports familiaux perdant progressi-

vement ses repères, l'autorité des parents déclinant. « On ne nomme plus ce qui est interdit. Or l'interdit est une structure affective », a-t-il souligné. « Lorsque survient une crise, on ne réagit pas de la même façon si l'on a acquis des facteurs de protection, que sont l'art, la culture, la famille, l'accès au langage, ou si l'on a acquis des facteurs de vulnérabilité, que sont l'absence de culture, de famille ». L'exemple des camps de réfugiés, où très vite, des groupes de jeunes sèment la violence, illustre ces propos. « Il faut donner des projets à l'entreprise », a-t-il martelé. Et de narrer l'exemple d'un village de Harkis, soudainement relié par un bus à l'école, transformant dès lors, en moins d'un an, les enfants les plus délinquants « en d'adorables élèves ».

* anomie : Absence d'organisation ou de loi, disparition des valeurs communes à un groupe.

Table ronde

« Comment faire des jeunes la priorité post-Covid ? »

Les participants à la table ronde intitulée « Comment faire des jeunes la priorité post-Covid ? » ont décrit la joie que provoque l'accueil des jeunes en entreprise. « Nous avons besoin de leur énergie », ont-ils tous indiqué, appelant à « casser les codes » et désiloter les organisations pour ouvrir les portes des entreprises aux jeunes.



— Thierry Guerrier, Véronique Bédague, Adèle Galey, Édouard Hénaut et Gilles Vermot-Desroches



— Voir la vidéo de la table ronde

Adèle Galey, co-fondatrice de Ticket for Change, comme de nombreux co-présidents des groupes de travail, s'est félicitée en préambule de la richesse des travaux menés tout au long de l'année, richesse créée par l'hétérogénéité des profils réunis, provenant de divers secteurs, mêlant représentants de la société civile, des associations et des entreprises. « Il faut resserrer les liens entre le monde académique et les entreprises », a-t-elle également estimé, pour favoriser une plus grande convergence entre les cursus de formation et les besoins des entreprises. La co-fondatrice de Ticket for Change a souligné à son tour la nécessité d'intégrer la RSE à la fois à l'ensemble des formations initiales, mais aussi à la formation continue des salariés.

Gilles Vermot-Desroches, directeur de la citoyenneté de Schneider Electric, a indiqué que les jeunes pâtissaient d'une mise à l'écart, fruit de la volonté des salariés en poste de protéger leur situation, leurs acquis. « L'humanité compte aujourd'hui 1,8 milliard de jeunes, soit plus qu'elle n'en a jamais dénombré, et plus qu'elle n'en comptera à l'avenir », a-t-il affirmé. « Et le visage du pauvre, sur la planète, est celui d'un jeune », a-t-il poursuivi. 85% des métiers de demain n'existent pas aujourd'hui, a-t-il également assuré, montrant, en creux, l'intensité des innovations à venir. « Or l'agenda des solutions naît dans l'esprit des jeunes de 20 ans », considère le directeur de la citoyenneté de Schneider Electric. « Si nous laissons les jeunes sur le bord du chemin, à l'âge où ils sont le plus innovants, alors nous ne serons pas créateurs de valeurs. C'est donc notre intérêt de leur donner la main », a-t-il également estimé.

« L'accueil des jeunes procure de la joie aux salariés en poste, a-t-il encore fait valoir, et une société qui n'intègre pas des jeunes dans ses équipes est une société qui s'endort ». Le directeur de la citoyenneté de Schneider a rappelé qu'en France, le taux de chômage des plus de 25 ans est le plus élevé d'Europe, le taux de chômage des moins de 25 ans étant en France trois fois plus élevé que celui de l'ensemble de la population.



— Gilles Vermot-Desroches
Directeur de la citoyenneté
de Schneider Electric.



— Adèle Galey
Co-fondatrice de Ticket for Change

« OUVRIR LES PORTES DE L'ENTREPRISE AUX JEUNES »

« Lorsque l'on travaille sur la ville, que l'on crée des logements, des bureaux, des quartiers entiers, je n'imagine pas qu'on le fasse sans les regards féminins, sur le regard des jeunes », a déclaré Véronique Bédague. « J'ai besoin de cette énergie », a poursuivi la directrice générale de l'ensemblier urbain Nexity. « Il faut donc ouvrir les portes des entreprises aux jeunes, il y a urgence à favoriser plus de porosité dans l'entreprise », estime-t-elle. Dans cet objectif, Nexity a investi massivement dans l'accueil des stagiaires de 3^{ème}, notamment par le biais de conventions avec les villes dans lesquelles elle intervient. Des accords ont été signés, par exemple, avec les communes de Saint-Ouen ou d'Aubervilliers en Ile-de-France. « Lorsque 300 jeunes arpentent la société, c'est n'est plus la même boîte », a-t-elle indiqué. Véronique Bédague a décrit les métiers de l'immobilier comme des « métiers de passion », passion que Nexity transmet, notamment en finançant plusieurs Centres de formation des apprentis.

« Nous employons 10% de jeunes », a noté le directeur général France de Transdev, leader mondial du transport, qui emploie 90.000 personnes dans 17 pays, dont 34.000 en France. Édouard Hénaut a détaillé les dispositifs d'aide à la mobili-

té mis en place afin d'aider les jeunes à accéder à la mobilité pour accéder à l'emploi, dans lesquels Transdev s'investit. « Il manque 20.000 conducteurs de bus en France », a-t-il également souligné.



— Édouard Hénaut
Directeur général France de Transdev



— Véronique Bédague
Directrice générale de Nexity

Intervention

« Les propositions que vous avez formulées m'ont toutes intéressées »

JEAN-MICHEL BLANQUER



— **Jean-Michel Blanquer**
Ministre de l'Éducation nationale,
de la Jeunesse et des Sports



— Voir la vidéo de l'intervention

« Chacun de vous est convaincu que les enjeux liés au climat, à la biodiversité, ne sont plus une clause de style, un sujet marginal, mais figurent au cœur ce que nous avons à faire, pour que chaque entreprise prenne sa part à la transition écologique. La compréhension des enjeux doit constituer un moteur d'imagination, un moteur de créativité dans tous les domaines, en particulier dans le monde économique. Vos propositions, concernant l'école, vont dans le sens de l'éducation du développement durable, que nous conduisons à l'Éducation nationale. C'est aussi une éducation à la responsabilité sociétale. Ces deux éléments associent deux piliers, les savoirs académiques et l'action concrète. Savoirs académiques d'abord, avec la rénovation de tous les programmes du primaire et du secondaire, pour y introduire les enjeux climatiques et de biodiversité.

Action concrète, ensuite, avec des projets de développement durable, dans toutes les écoles, avec l'élection d'éco-délégués dans toutes les classes, soit 250.000 éco-délégués en France aujourd'hui, à la suite d'une proposition formulée par les lycéens eux-mêmes. Les propositions que vous avez formulées m'ont donc toutes intéressées : oui à la proposition d'introduction d'une dimen-

sion de responsabilité environnementale dans chaque diplôme. Je suis également très favorable au dispositif immersif que vous appelez de vos vœux, dans le cadre du bénévolat. Il existe déjà quelques jalons pour cela, avec le service national universel ou le service civique. Le projet des chantiers nature verra bientôt le jour. Ils ont pour objet de susciter des vocations, pour les métiers liés à la préservation de la nature. Et puis je voudrais dire oui, aussi, à la reconnaissance des parcours atypiques. Oui à l'appel à manifestation d'intérêt « Écoles de la transition écologique », ou CFA de la transition, ou à la rencontre plus systématique des entreprises et des élèves. Vous évoquez enfin l'encouragement à l'engagement dans la RSE dès l'école. Nous y avons beaucoup travaillé depuis 2017. Nous pouvons faire encore plus. Des projets sont enclenchés aujourd'hui, sur le terrain, avec nos élèves, pour arriver à avoir cette participation, cet engagement dans le développement durable. »

Intervention

« Le Forum de Giverny est devenu le rendez-vous de référence de la responsabilité sociale des entreprises »

BRUNO LE MAIRE



— **Bruno Le Maire**
Ministre de l'Économie des Finances
et de la Relance



— Voir la vidéo de l'intervention

« Je suis très heureux de m'adresser à vous pour cette 3^{ème} édition du Forum de Giverny qui est devenu, grâce à Romain Mouton, le rendez-vous de référence pour la responsabilité sociale des entreprises. L'enjeu est le rôle que les entreprises doivent jouer dans les grandes mutations économiques et sociales que traverse notre pays. Cette intervention me permet de rappeler l'engagement absolu du gouvernement et de l'État dans cette direction. Le combat pour le climat doit être et sera placé au cœur de la relance de notre économie.

Plus d'un tiers des 100 milliards d'euros du plan France relance sera dédié spécifiquement à l'écologie et à la transition énergétique. 6,7 milliards d'euros seront dédiés à la rénovation énergétique des bâtiments. 2000 établissements scolaires seront rénovés. Un plan historique pour la rénovation énergétique des universités et d'autres bâtiments publics. Ainsi, un million de ménages ont bénéficié d'aides pour rénover leur logement, ou pour acheter un véhicule électrique. 10.000 entreprises industrielles se sont modernisées, ont engagé la relocalisation de leur ligne de production. Grâce aux investissements productifs, ce sont 1,3 million de tonnes de CO₂ qui vont être économisées chaque année, et

65.000 emplois industriels qui vont être confortés. Ce plan a un objectif : faire de la France la 1^{ère} grande économie décarbonée en Europe.

Pour concilier croissance et transition écologique, nous disposons d'une seule arme : l'innovation. Je refuse tout à la fois de continuer comme avant, ou de nous engager dans la décroissance. La voie que nous proposons est celle d'une croissance durable, juste, par plus d'innovation. Nous devons continuer d'investir dans notre filière nucléaire, qui nous permet de disposer de l'énergie la plus décarbonée au monde. La transition écologique est aussi une transition technologique. Investir dans l'hydrogène, dans le stockage des énergies renouvelables, dans les batteries électriques, dans l'intelligence artificielle, toutes ces solutions que nous soutenons massivement, sont des solutions technologiques et environnementales. Ce combat nous le gagnerons ensemble, avec les entreprises, qui ont un rôle majeur à jouer en l'occurrence. »

Forum de Giverny



— Yves Perret
Lauréat du Défi Giverny



— Victoire Bertrand et Agathe Billette
Lauréates du Défi Giverny





Partenaires officiels



Avec la participation de



Partenaires institutionnels



Partenaires médias



RM
CONSEIL
10 rue Saint-Marc - 75002 Paris
01.42.86.92.27
contact@rmconseil.eu
www.rmconseil.eu

PEFC 10-31-1427 / Certifié PEFC / pefc-france.org

IMPRIM'VERT
© 2019 - 2021



Imprimé en France sur des papiers recyclés.